

2010 : SE MOBILISER POUR CONTRER LE GOUVERNEMENT

Extraits de la motion adoptée par la Commission Administrative Nationale du 7 janvier
à l'unanimité moins 5 abstentions

[...] En ce début d'année 2010, l'enseignement supérieur et la recherche continuent d'être le terrain des manœuvres gouvernementales dont l'ampleur inégale déstabilise l'ensemble des établissements, les équipes de recherche, les formations, et décompose le service public. Le gouvernement maintient son objectif d'une application pleine et entière de la loi LRU dont nous demandons l'abrogation. Le passage à marché forcée de 39 nouveaux établissements aux responsabilités et compétences élargies, est marqué par le chantage à l'attribution de moyens, des possibilités accrues de gestion locale des carrières et de précarisation, les reculs des représentations démocratiques, les menaces sur les solidarités et le poids des exécutifs locaux sur les activités des universitaires, sur la vie démocratique. **Le SNESUP rappelle son refus de passage aux responsabilités et compétences élargies et que rien n'oblige les universités à y recourir. Il appelle les élus à s'engager dans ce refus y compris par des démarches juridiques.** [...]

[...] Dans les établissements, le droit effectif et la possibilité réelle de faire de la recherche doivent être accordés à tous les enseignants-chercheurs et aux enseignants qui le souhaitent. C'est à cette condition que les universités maintiendront la richesse des capacités créatrices. Par ailleurs, le SNESUP rappelle que les évaluations quadriennales individuelles font l'objet d'un moratoire jusqu'à la fin de l'actuelle mandature CNU.

[...] Face à une telle brutalité gouvernementale, il est de notre responsabilité collective d'opposer une résistance résolue. Le SNESUP appelle à :

- refuser — en concertation avec l'ensemble des collègues et des étudiants — l'application de la réforme de la formation des enseignants (place du concours, circulaire illégitime sur les *Masters*, mise en œuvre des stages dès cette année...) et rejeter toutes les tentatives d'improvisation pédagogiques, pour introduire des parcours de formation des enseignants, susceptibles de bouleverser en profondeur les *Masters* existants et mettre en péril les IUFM ;
- poursuivre le vote de motions dans tous les conseils, comités, jurys... condamnant cette réforme de la formation des enseignants ; participer à des actions en direction de toute la population ;
- résister, notamment dans les conseils, aux recompositions forcées des universités, porteuses de mise en concurrence, de précarisation et de reculs des représentations démocratiques et de toutes les solidarités ;
- dans la deuxième quinzaine de janvier, participer à la grève et aux manifestations des fédérations de fonctionnaires du 21 janvier pour défendre le service public et ses personnels et faire une réussite de la manifestation de l'éducation le 30 janvier prochain à l'initiative de la FSU.

Pour fixer de nouvelles ambitions au service public d'enseignement supérieur et de recherche et proposer des alternatives à l'actuelle politique gouvernementale, le SNESUP appelle tous les collègues à participer aux Etats Généraux qu'il organise avec l'UNEF.

Le SNESUP appelle les collègues à voter et faire voter

pour la liste SNESUP-FSU au CTPU et pour la FSU au CTPMESR.

Pour dire non au déclin programmé du service public d'enseignement supérieur et de recherche

Texte intégral de la motion sur <http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=4637&ptid=5>